

Michel Heintz

Pourquoi le bon élève est-il si détesté ?

Le voile se déchira et les Luxembourgeois éberlués se mirent à assister à un spectacle encore inimaginable il y a peu : l'Europe était devenue un champ clos, où s'affrontaient à coups de griffes les grands fauves politiques. Et l'on vit le Premier ministre, héros national, tempêter contre les dirigeants des deux grands pays voisins et amis, la France et l'Allemagne, coupables de ne pas lui faire confiance au moment fatidique en novembre 2009, alors que le rêve de sa carrière politique était le plus à portée de main.

Face à la crise, l'Europe se délitait en un temps record pour laisser le champ libre aux égoïsmes nationaux. Et l'on vit ce même Premier ministre, du haut de son magistère, prendre du plaisir à distribuer bons et mauvais points, en donnant des leçons à tous, sans songer à les appliquer à lui-même.

Pire encore, l'Europe devenait un champ d'affrontement entre petits et grands, et le Grand-Duché faisait l'objet d'attaques répétées, hargneuses et déstabilisatrices qui venaient de toutes parts, de personnalités politiques de premier plan, comme de médias réputés pour leur sérieux ou d'institutions internationales. Et l'on vit le ministre des Affaires étrangères croiser le fer, avec candeur et maladresse, contre ces nouveaux « ennemis », de façon d'autant plus véhémence d'ailleurs que ceux-ci appartenaient aux partis de la droite européenne...

Il conviendra un jour de faire à froid une étude très fouillée de ce retour sur terre très brutal – le terme de descente aux enfers paraissant exagéré –, mais le constat est sans pitié. En quelques années, depuis

[...] le Luxembourg se devra au cours des prochaines années de réintégrer le noyau des forces d'intégration, quitte à ce que cela lui coûte.

le déclenchement de la crise de 2007 pour être plus précis, le Luxembourg est passé du stade très enviable d'élève-modèle à celui de souffre-douleur occasionnel. Le regard des autres s'est inversé : ses qualités d'hier sont perçues aujourd'hui comme autant de défauts. Son habileté passe pour de l'égoïsme, son pragmatisme pour de l'opportunisme et son engagement pro-européen pour un paravent trop commode qui cache des intérêts très particuliers.

Comment en est-on arrivé là en si peu de temps ? La réalité européenne ne fut-elle pas embellie au cours des décennies ? Les choses n'avaient-elles pas toujours été ainsi, faites de luttes et de tensions ?

La réponse est non. Tout avait commencé comme dans un conte de fées. Les indices s'accumulaient pour accréditer la thèse que le Luxembourg et l'Europe ne faisaient qu'un. L'aventure européenne avait fait ses premiers pas sur son sol, dans un domaine

a fortiori, l'acier, où le petit poucet faisait figure de géant mondial. C'était un signe qui ne pouvait tromper. Dès le début, le pays comptait infiniment plus que son poids démographique. Les progrès de l'intégration lui assuraient sa survie et apportaient à sa diplomatie une confiance qui lui avait toujours manqué. Les chefs de gouvernement qui se succédaient marquèrent des points décisifs sur la scène internationale, en adoptant le rôle de courtier honnête, fiable et surtout discret. Werner montra le chemin à suivre pour l'union monétaire à construire. Thorn et Santer présidèrent la Commission européenne. Un bonheur n'arrivant jamais seul, une prospérité économique insolente accompagna les diverses étapes de la construction européenne. Qu'il y eut un destin lié entre le plus petit État fondateur et l'Union européenne ne pouvait être sérieusement contesté.

Manifestement cet âge d'or est révolu. À lire ou à entendre d'éminents acteurs ou observateurs de la chose européenne qui clament aujourd'hui que le modèle luxembourgeois se développe, au moins en partie, aux dépens des autres, il faut se rendre à l'évidence qu'une partie de cet héritage a été dilapidé. Les causes de cette dilapidation sont multiples et complexes, dépendantes et indépendantes des volontés

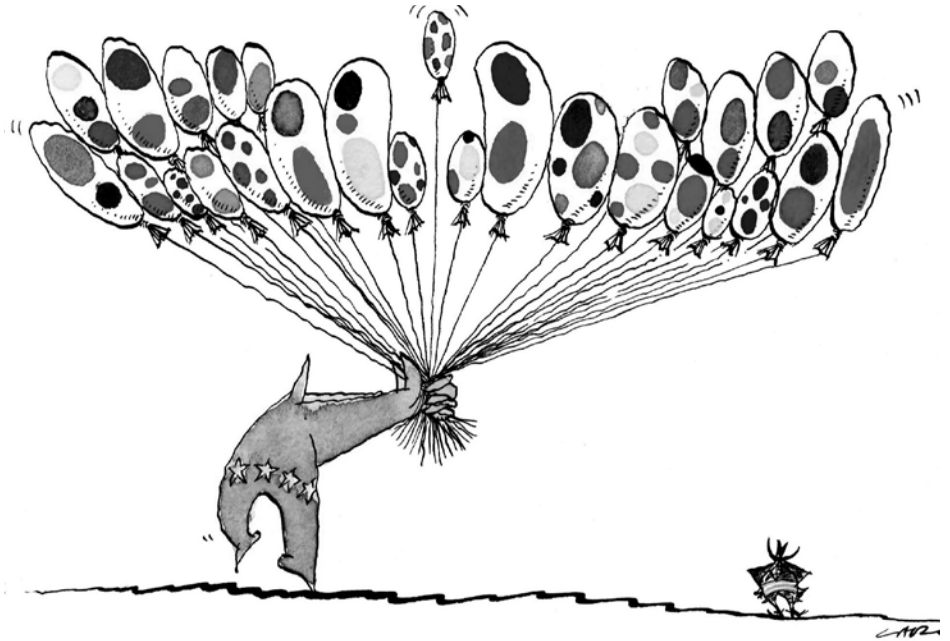
Michel Heintz est conseiller politique et travaille actuellement comme attaché parlementaire d'Astrid Lulling ; sa contribution n'engage que lui.

politiques. Il est illusoire de vouloir les quantifier, mais peut-être pas inutile de les analyser.

Ce n'est pas politiquement correct de l'affirmer, mais les vagues d'élargissement ne furent une bonne affaire pour personne, mis à part bien sûr l'Allemagne. Dans une Europe passée de 6 à 27, le rôle du Luxembourg a souffert, car tout est devenu plus compliqué. Il y a même maintenant plus petit que soi. Le statut de membre fondateur a perdu de son lustre. La Communauté qui liait des membres d'une même famille aux visions similaires a laissé place à une Union hétérogène et divisée. Les différences sautent aux yeux et les réputés « grands » s'agacent de ces coalitions sporadiques des moyens et des petits qui sont surreprésentés. Dans un espace aussi vaste et divers, la prospérité insolente du micro-État n'est plus restée inaperçue.

Il est un adage qui dit que pour vivre heureux, il vaut mieux vivre caché. On pourrait croire qu'il a été formulé pour le Luxembourg. La discrétion si caractéristique du comportement luxembourgeois avait décidément du bon. Mais les temps ont changé la donne. L'ère des médias omniprésents a formulé de nouvelles exigences auxquelles il a fallu répondre. Bête de scène européenne, Jean-Claude Juncker n'adore rien tant que de se mirer dans des interviews données aux grands organes de presse ou d'apparaître à la télévision allemande aux heures de grande écoute. D'autres personnalités nationales ont voulu l'imiter, en moins bien le plus souvent. Même la diplomatie est devenue plus présente et plus affirmative. Le Luxembourg existe.

En tournant leur regard vers ce petit pays qui réussissait si bien, les autres ont très vite trouvé à redire, car bien des méthodes employées ne leur convenaient guère. Ils découvrirent que le discours si européen formulé par ses dirigeants cachait des pratiques moins désintéressées et assez égoïstes à leurs yeux. Fruit bien plus du hasard que de la volonté, le « secret bancaire » avec tout ce qu'il charrie de fantasmes, est entré dans la ligne de mire voilà plus de vingt ans. Il incarne un peu facilement tous les péchés, mais résume à lui seul tous ces reproches répétés inlassablement. Sa lente



agonie fut insupportable, car elle causa des dégâts incommensurables : Incapables de répondre aux attaques continues par une stratégie de sortie de crise par le haut, les autorités luxembourgeoises comprirent trop tard que le prix à payer pour son maintien devenait déraisonnable. Les reculades s'accomplirent toujours en ordre dispersé, sans que le moindre crédit fût accordé au pays, bien au contraire.

S'il n'y avait eu cette crise si profonde de 2007, les termes du débat auraient été posés différemment ou moins brutalement. Mais les difficultés économiques, budgétaires et sociales de l'ensemble des pays européens ont mis fin à l'entente et à la bienveillance entre partenaires pour inaugurer l'ère du chacun pour soi. Le temps est devenu glacial, même si de nouveaux mécanismes de solidarité ont été mis en place entre États. Or les populations n'en ont cure. Les rapports de force prédominent. Même les institutions européennes censées incarner l'intérêt général européen reflètent ce climat parfois délétère qui n'a plus rien à voir avec l'état d'esprit des pères fondateurs. Dans une union de combat, un Luxembourg, aux méthodes quelque peu marginales, ne pouvait espérer conserver le beau rôle qui fut le sien pendant très longtemps.

Reste encore un dernier facteur plus fondamental qui explique ce retournement

aux dépens du Grand-Duché. La *success story* du modèle de développement luxembourgeois depuis trente ans repose sur un équilibre instable de la construction européenne, c'est-à-dire une Europe assez avancée pour mettre en place un marché et une monnaie uniques et assurer donc des débouchés, mais pas assez intégrée pour promouvoir dans les faits des politiques budgétaires ou fiscales communes. Cette phase est sur le point d'être dépassée, car les difficultés presque insurmontables en l'état de la monnaie unique exigeront dans des temps proches d'aller de l'avant, vers une Europe d'essence plus fédérale, au minimum pour son noyau dur. Pour un État qui a tant misé sur des niches de souveraineté afin de jouir au maximum des libertés que lui laissaient les traités, le défi est redoutable et inconfortable.

En l'absence de toute alternative politique sérieuse, le Luxembourg se devra au cours des prochaines années de réintégrer le noyau des forces d'intégration, quitte à ce que cela lui coûte. Il faudra pour cela un courage qui a totalement manqué à ses responsables politiques jusqu'à maintenant. Mais une chose est certaine, hors du jeu ou à l'écart, le Luxembourg se condamne lui-même. Le bon élève est donc condamné à réécrire sa copie. ♦